

Bruxelles, 16 mai 2024 (07.00 heures CEST)

KBC Groupe : Bénéfice de 506 millions d'euros pour le premier trimestre

Aperçu KBC Groupe (consolidé, IFRS)	1TR2024	4TR2023	1TR2023
Résultat net (en millions EUR)	506	677	882
Bénéfice de base par action (EUR)	1,18	1,59	2,08
Ventilation du résultat net, par division (en millions EUR)			
<i>Belgique</i>	243	474	299
<i>République tchèque</i>	197	102	184
<i>Marchés internationaux</i>	146	178	108
<i>Centre de groupe</i>	-80	-77	291
Capitaux propres des actionnaires de la société mère par action (en EUR, fin de période)	54,9	53,9	51,9

'Nous avons enregistré un bénéfice net de 506 millions d'euros au premier trimestre 2024. Par rapport au résultat du trimestre précédent, nos revenus totaux ont bénéficié de plusieurs facteurs, notamment la hausse des revenus nets d'intérêts, des revenus nets de commissions et des revenus des activités d'assurance, bien que ceux-ci aient été partiellement compensés par la baisse des revenus de dividendes et des revenus à la juste valeur et liés au trading. Les coûts se sont inscrits en hausse, dans la mesure où l'essentiel des taxes bancaires et d'assurance au titre de l'exercice entier sont comptabilisées, comme toujours, au premier trimestre. Abstraction faite des taxes bancaires et d'assurance, les coûts ont en réalité diminué de 9% par rapport au trimestre précédent et de 1% en rythme annuel. Les réductions de valeur ont elles aussi diminué considérablement, puisque le trimestre précédent avait comporté une importante réduction de valeur non récurrente sur goodwill.

Le développement de notre portefeuille de crédits s'est poursuivi, avec une croissance de 1% en rythme trimestriel et de 4% par rapport à il y a un an, et une progression dans chacun des marchés clés du groupe. Les dépôts de la clientèle se sont accrus de 1% par rapport au trimestre précédent et en glissement annuel, malgré les sorties de dépôts provoquées par l'émission du bon d'État destiné aux particuliers en Belgique au début du mois de septembre 2023.

Nous avons toujours été à la pointe des nouveaux développements numériques, l'exemple le plus visible étant notre assistant numérique personnel Kate, que nous développons en permanence dans le but d'assurer un confort maximal à nos clients. À ce jour, environ 4,5 millions de clients ont déjà fait appel à Kate, ce qui représente une augmentation de plus de 40% par rapport à il y a un an. En outre, la proportion des demandes résolues de manière totalement autonome par Kate continue de s'améliorer et s'élève désormais à 65% en Belgique et en République tchèque, contre 57% et 54% respectivement il y a un an.

En ce qui concerne notre programme de rachat d'actions en cours de 1,3 milliard d'euros, nous avons, à la fin du mois d'avril 2024, déjà racheté environ 15,3 millions d'actions pour un montant total de quelque 0,9 milliard d'euros. Le programme devrait se poursuivre jusqu'au 31 juillet 2024.

Le 15 mai 2024, nous avons versé un dividende final de 3,15 euros par action, portant ainsi le dividende total à 4,15 euros par action pour l'exercice 2023. Conformément au plan d'affectation du capital annoncé pour l'exercice 2023, le Conseil d'administration a également décidé de distribuer le capital excédentaire au-delà du ratio common equity à pleine charge de 15% (autour de 280 millions d'euros), en procédant au versement d'un dividende intérimaire extraordinaire de 0,70 euro par action à la date du 29 mai 2024.

Nous conservons une très bonne solvabilité, avec un ratio common equity à pleine charge de 14,9% à fin mars 2024 (qui intègre déjà pleinement l'effet du programme de rachat d'actions en cours de 1,3 milliard d'euros et le dividende intérimaire extraordinaire de 0,70 euro par action). Abstraction faite du dividende intérimaire extraordinaire, notre ratio common equity aurait été de 15,2%. Notre liquidité est restée elle aussi très solide, avec un ratio LCR de 162% et un ratio NSFR de 139%.

Pour finir, je tiens à remercier expressément l'ensemble de nos clients, collaborateurs, actionnaires et toutes les autres parties prenantes pour leur confiance et leur soutien. Plus que toute autre chose, cette confiance et ce soutien sont et restent la clé de la réussite de notre groupe, aujourd'hui et demain.'



Johan Thijs
Chief Executive Officer

Principales données financières du premier trimestre 2024

- ▶ **Les revenus nets d'intérêts** ont augmenté de 1% en glissement trimestriel et de 3% en rythme annuel. La marge nette d'intérêts s'est établie à 2,08% pour le trimestre sous revue, en hausse de 9 points de base par rapport au trimestre précédent et de 4 points de base par rapport au même trimestre un an plus tôt. Le volume des crédits a progressé de 1% en rythme trimestriel et de 4% en rythme annuel. Les dépôts hors certificats de dette ont augmenté de 1% en glissement trimestriel et de 1% en rythme annuel. Ces chiffres de croissance des volumes ont été calculés sur une base organique (hors variations du périmètre de consolidation et effets de change).
- ▶ **Le résultat des services d'assurance** (revenus des activités d'assurance avant réassurance – charges des services d'assurance avant réassurance + résultat net des contrats de réassurance détenus) s'est établi à 134 millions d'euros (contre 100 millions d'euros au trimestre précédent et 110 millions d'euros au même trimestre un an plus tôt), dont 94 millions d'euros pour l'assurance non vie et 41 millions d'euros pour l'assurance vie. Le ratio combiné de l'assurance non vie pour le premier trimestre 2024 s'établit à un excellent 85%, contre 87% pour l'exercice complet 2023. Les ventes d'assurance non vie ont augmenté de 9% en rythme annuel. Les ventes d'assurance vie, quant à elles, ont progressé de 12% par rapport au trimestre précédent et la hausse atteint même 60% par rapport au même trimestre de l'année précédente.
- ▶ **Les revenus nets de commissions** sont en hausse de 2% et de 7% par rapport à ceux du trimestre précédent et du trimestre correspondant de l'année précédente, respectivement. Les commissions liées à nos activités de gestion d'actifs ont gagné 5% par rapport au trimestre précédent, tandis que les commissions liées aux services bancaires ont fléchi de 2%, essentiellement en raison d'effets saisonniers. En rythme annuel, les commissions pour nos activités de gestion d'actifs ont progressé de 11%, quand celles liées à nos activités bancaires ont reculé de 1%.
- ▶ **Les revenus à la juste valeur et liés au trading et les produits et charges financiers de l'assurance** ont fléchi de 15 millions d'euros par rapport au trimestre précédent et de 79 millions d'euros par rapport au premier trimestre 2023. **Les autres revenus nets** ont été légèrement supérieurs à leur rythme habituel.
- ▶ **Les charges d'exploitation, taxes bancaires et d'assurance exclues**, ont diminué de 9% par rapport au trimestre précédent et de 1% par rapport au même trimestre un an plus tôt. Le premier trimestre de l'année comprend traditionnellement l'essentiel des taxes bancaires et d'assurance au titre de l'année entière (518 millions d'euros au premier trimestre 2024). Le ratio charges/produits pour le premier trimestre 2024 s'élève à 46%, contre 49% pour l'exercice 2023 complet. Certains éléments hors exploitation sont exclus du calcul et les taxes bancaires et d'assurance ont été réparties de façon homogène sur l'année entière. Abstraction faite de l'intégralité des taxes bancaires et d'assurance, le ratio charges/produits pour le premier trimestre 2024 s'est élevé à 43%, soit le même niveau que pour l'année 2023 dans son ensemble.
- ▶ Les chiffres du trimestre sous revue incluent une **réduction de valeur nette sur crédits** de 16 millions d'euros, contre une reprise nette de 5 millions d'euros au trimestre précédent et de 24 millions d'euros au même trimestre un an plus tôt. Le ratio de coût du crédit pour le premier trimestre 2024 s'est élevé à 0,04%, contre 0,00% pour l'exercice 2023 dans son ensemble. Les réductions de valeur sur des actifs autres que des crédits ont été nulles au cours du trimestre considéré, contre 175 millions d'euros au trimestre précédent (dont une réduction de valeur de 109 millions d'euros sur le goodwill en République tchèque) et 1 million d'euros au premier trimestre 2023.
- ▶ Notre **liquidité** est restée solide, avec un ratio LCR de 162% et un ratio NSFR de 139%. Notre **base de capital** demeure robuste, avec un ratio common equity à pleine charge de 14,9% (abstraction faite du dividende intérimaire extraordinaire de 0,70 euro par action, le ratio aurait été de 15,2%).

Les piliers de notre stratégie



orientation client



bancassurance +



croissance durable et profitable



rôle dans la société

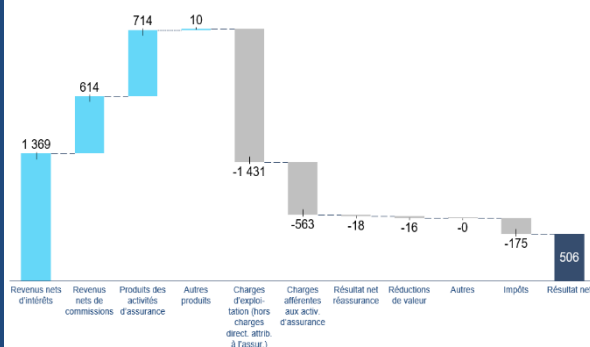


pearl+

- Nous plaçons le client au centre de nos préoccupations
- Nous cherchons à proposer à nos clients une expérience unique dans le domaine de la bancassurance
- Nous développons notre groupe dans une optique de long terme et avons pour objectif de générer une croissance durable et rentable
- Nous assumons notre rôle au sein de la société et des économies locales
- Nous renforçons les valeurs PEARL+ et mettons l'accent sur le développement conjoint de solutions, d'initiatives et d'idées au sein du groupe

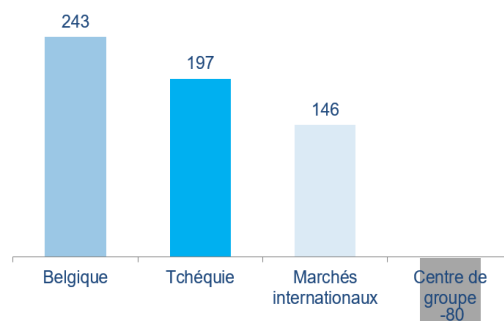
Composition du résultat 1TR2024

(en millions d'EUR)



Contribution des divisions au résultat du groupe (1TR2024)

(en millions d'EUR)



Aperçu des résultats et du bilan

Compte de résultat consolidé, IFRS, KBC Groupe (simplifié; en millions d'EUR)					
	1TR2024	4TR2023	3TR2023	2TR2023	1TR2023
Revenus nets d'intérêts	1 369	1 360	1 382	1 407	1 324
Revenus des activités d'assurance avant réassurance					
<i>Non vie</i>	714	683	699	666	631
<i>Vie</i>	598	584	587	567	543
Revenus de dividendes	116	99	113	100	88
Revenus de dividendes	7	12	10	30	8
Résultat net des instruments financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultat et produits et charges financiers de l'assurance ¹	-55	-40	-8	33	24
Revenus nets de commissions	614	600	588	584	576
Autres revenus nets	58	60	44	54	498
Total des revenus	2 708	2 674	2 715	2 775	3 060
Charges d'exploitation (hors charges directement attribuables à l'assurance)	-1 431	-1 085	-1 011	-1 019	-1 501
<i>Total des charges d'exploitation hors taxes bancaires et d'assurance</i>	<i>-1 063</i>	<i>-1 169</i>	<i>-1 101</i>	<i>-1 090</i>	<i>-1 077</i>
<i>Total des taxes bancaires et d'assurance</i>	<i>-518</i>	<i>-36</i>	<i>-29</i>	<i>-51</i>	<i>-571</i>
<i>Moins: charges d'exploitation affectées aux charges des services d'assurance</i>	<i>150</i>	<i>120</i>	<i>119</i>	<i>123</i>	<i>147</i>
Charges des services d'assurance avant réassurance	-563	-567	-540	-523	-490
<i>Dont commission d'assurance versée</i>	<i>-89</i>	<i>-94</i>	<i>-87</i>	<i>-82</i>	<i>-77</i>
<i>Non vie</i>	<i>-489</i>	<i>-509</i>	<i>-485</i>	<i>-457</i>	<i>-418</i>
<i>Vie</i>	<i>-73</i>	<i>-58</i>	<i>-55</i>	<i>-66</i>	<i>-72</i>
Résultat net des contrats de réassurance détenus	-18	-16	-22	-22	-30
Réductions de valeur	-16	-170	-63	-8	26
<i>Dont: sur actifs financiers évalués au coût amorti et à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global²</i>	<i>-16</i>	<i>5</i>	<i>-36</i>	<i>23</i>	<i>24</i>
Quote-part dans le résultat des entreprises associées et joint-ventures	0	0	0	-1	-3
Résultat avant impôts	680	836	1 079	1 202	1 062
Impôts	-175	-159	-203	-236	-180
Résultat après impôts	506	677	877	966	882
attribuable à des participations minoritaires	0	0	0	0	0
attribuable aux actionnaires de la société mère	506	677	877	966	882
Bénéfice de base par action (EUR)	1,18	1,59	2,07	2,29	2,08
Bénéfice dilué par action (EUR)	1,18	1,59	2,07	2,29	2,08
Chiffres clés du bilan consolidé, IFRS, KBC Groupe (en millions EUR)					
	31-03-2024	31-12-2023	30-09-2023	30-06-2023	31-03-2023
Total des actifs	359 477	346 921	358 453	368 077	347 355
Prêts et avances à la clientèle	183 722	183 613	181 821	182 005	179 520
Titres (actions et titres de créance)	73 561	73 696	72 765	71 839	70 291
Dépôts de la clientèle (hors certificats de dette)	216 271	216 423	214 203	224 710	219 342
Dettes de contrats d'assurance	16 602	16 784	15 920	16 295	16 282
Dettes de contrats d'investissement, assurance	14 319	13 461	12 655	12 751	12 164
Total des capitaux propres	23 917	24 260	23 865	22 853	23 141
Ratios sélectionnés KBC Groupe (consolidé)					
	1TR2024	Exercice 2023			
Rendement sur capitaux propres ³	9%	16%			
Ratio charges/produits, groupe					
- hors éléments hors exploitation et avec répartition homogène des taxes bancaires et d'assurance sur l'année	46%	49%			
- hors total des taxes bancaires et d'assurance	43%	43%			
Ratio combiné, assurance non vie	85%	87%			
Ratio common equity (CET1), selon Bâle III, compromis danois					
- à pleine charge	14,9%	15,2%			
- transitoire	15,1%	13,8%			
Ratio de coût du crédit ⁴	0,04%	0,00%			
Ratio de crédits impaired	2,1%	2,1%			
pour les crédits en souffrance depuis plus de 90 jours	1,0%	1,0%			
Ratio structurel de liquidité à long terme (NSFR)	139%	136%			
Ratio de couverture des liquidités (LCR)	162%	159%			

¹ À compter de 2024, nous avons regroupé le 'Résultat net des instruments financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultat' (également appelé 'Revenus à la juste valeur et liés au trading') et les 'Produits et charges financiers de l'assurance' en une seule ligne du compte de résultat, dans un souci de simplification. Les chiffres des périodes antérieures ont été retraités de manière rétroactive.

² Ou 'réductions de valeur sur crédits'.

³ 14% au premier trimestre 2024 (et 15% pour l'exercice 2023) si l'on exclut les éléments hors exploitation et que l'on répartit les taxes bancaires et d'assurance de façon homogène sur l'ensemble de l'année.

⁴ Un chiffre négatif indique une reprise nette de réductions de valeur (impact positif sur les résultats).

Analyse du trimestre (1TR2024)

Total des revenus: 2 708 millions d'euros

+1% par rapport au trimestre précédent et -12% en rythme annuel

Les revenus nets d'intérêts se sont inscrits à 1 369 millions d'euros au cours du trimestre sous revue, soit une progression de 1% en glissement trimestriel et de 3% en rythme annuel. Cette augmentation en glissement trimestriel résulte principalement de la hausse des revenus de réinvestissement (qui a un impact positif sur le résultat de la transformation commerciale), de la croissance du volume des crédits et d'une légère diminution des coûts liés aux réserves obligatoires détenues auprès des banques centrales. Ces éléments ont été partiellement compensés par de nouveaux transferts des comptes courants et d'épargne vers les dépôts à terme de la clientèle à des marges plus faibles, par le maintien de la pression sur les marges sur crédits dans certains marchés clés, par la baisse des revenus d'intérêts des obligations indexées sur l'inflation, par la diminution des revenus d'intérêts de la salle des marchés, par un effet de change négatif (dépréciation de la couronne tchèque et du forint hongrois) et par le nombre moins élevé de jours que comptait le trimestre sous revue. La hausse en glissement annuel s'explique avant tout par l'augmentation du résultat de la transformation commerciale et du résultat ALM, par la croissance du volume des crédits dans tous les pays clés et par un accroissement des revenus d'intérêts provenant des dépôts à terme de la clientèle. Cette évolution a été en partie compensée par la pression exercée sur les marges des crédits dans la quasi-totalité des marchés clés, par la diminution des revenus d'intérêts en Irlande (à la suite de la vente des portefeuilles dans ce pays), par la diminution des revenus d'intérêts de la salle des marchés, par la baisse des revenus d'intérêts des obligations indexées sur l'inflation, par le coût de financement plus élevé des participations, par l'augmentation des coûts de financement wholesale, par un effet de change négatif et par la hausse des coûts liés aux réserves obligatoires minimum détenues auprès des banques centrales. Dans ce contexte, la marge nette d'intérêts s'est établie à 2,08% pour le trimestre sous revue, en hausse de 9 points de base par rapport au trimestre précédent et de 4 points de base par rapport au même trimestre un an plus tôt. Pour connaître les prévisions relatives aux revenus nets d'intérêts attendus pour l'exercice 2024 et les suivants, veuillez vous référer à la section intitulée 'Nos prévisions'.

Le volume des crédits à la clientèle a augmenté de 1% par rapport au trimestre précédent et de 4% par rapport à l'année précédente. Les dépôts de la clientèle hors certificats de dette ont progressé de 1% en glissement trimestriel et en rythme annuel. Les dépôts de la clientèle, hors dépôts à court terme volatils et à faible marge dans les filiales étrangères de KBC Bank (motivés par des opportunités de gestion de trésorerie à court terme), ont fait preuve d'une relative stabilité en glissement trimestriel mais enregistrent une diminution de 2% en rythme annuel (toujours sous l'effet de la sortie de dépôts causée par l'émission d'un bon d'État belge à un an en septembre 2023). Les chiffres de la croissance ci-dessus ne tiennent pas compte des effets de change et des incidences des variations du périmètre de consolidation.

Le '**résultat des services d'assurance**' (revenus des activités d'assurance avant réassurance - charges des services d'assurance avant réassurance + résultat net des contrats de réassurance détenus; ces deux derniers éléments n'étant pas inclus dans les revenus totaux) s'est établi à 134 millions d'euros, dont 94 millions d'euros pour les assurances non vie et 41 millions d'euros pour les assurances vie. Le résultat des services d'assurance **non vie** a crû de 56% par rapport au trimestre précédent sous les effets combinés de la hausse des revenus des activités d'assurance et de la diminution des charges des services d'assurance. Il est en recul de 2% en glissement annuel, l'augmentation des charges des services d'assurance (due au très faible niveau des sinistres au cours du premier trimestre 2023) ayant plus que compensé la hausse des revenus des activités d'assurance et l'amélioration du résultat de la réassurance. Le résultat des services d'assurance **vie** a progressé de 2% en rythme trimestriel, car la hausse des revenus a été en partie effacée par l'augmentation des charges des services d'assurance et un recul du résultat de la réassurance. Il enregistre une progression de 168% par rapport au résultat du premier trimestre 2023, et ce presque entièrement grâce à l'augmentation des revenus des activités d'assurance.

Le ratio combiné des activités d'assurance non vie s'élève à un excellent 85% pour le premier trimestre 2024, contre 87% pour l'ensemble de l'année 2023. Les ventes de l'assurance non vie se sont établies à 730 millions d'euros, en progression de 9% par rapport au même trimestre de l'année précédente, avec une croissance dans tous les pays et dans toutes les catégories qui s'explique par des hausses combinées de volumes et de tarifs. Les ventes de produits d'assurance vie se sont élevées à 765 millions d'euros et s'inscrivent en hausse de 12% par rapport au trimestre précédent, sous l'effet de l'augmentation des ventes de produits d'assurance vie de la branche 23 (essentiellement grâce au lancement d'un nouveau produit structuré et à des campagnes commerciales en Belgique), qui a plus que compensé le recul des ventes de produits à taux d'intérêt garanti (puisque le dernier trimestre de l'année est traditionnellement marqué par des volumes plus élevés de produits d'épargne-pension bénéficiant d'une incitation fiscale en Belgique). Les ventes de l'assurance vie ont progressé de

60% par rapport au (niveau relativement bas du) premier trimestre 2023, sous l'effet presque exclusif des ventes de produits de la branche 23, qui ont plus que doublé. Au total, la part des produits à taux d'intérêt garanti et des produits de la branche 23 dans nos ventes de produits d'assurance vie au cours du trimestre sous revue s'est élevée à 34% et 62%, respectivement, le reste étant constitué de produits hybrides (principalement en République tchèque).

Pour connaître les prévisions relatives aux revenus des activités d'assurance et au ratio combiné pour l'exercice 2024 et les suivants, veuillez vous référer à la section intitulée 'Nos prévisions'.

Les revenus nets de commissions se sont établis à 614 millions d'euros, en hausse de 2% et de 7% par rapport au niveau du trimestre précédent et du trimestre correspondant de l'année précédente, respectivement. L'augmentation d'un trimestre à l'autre s'explique par la croissance de 5% des revenus de commissions liés à nos activités de gestion d'actifs (en raison de l'augmentation des commissions de gestion et des droits d'entrée) et par la hausse saisonnière des commissions de distribution liées aux activités d'assurance non vie, tandis que les commissions liées aux activités bancaires ont diminué de 2%, principalement en raison d'effets saisonniers (baisse du niveau des commissions de paiement, entre autres). En rythme annuel, les commissions liées à nos services de gestion d'actifs ont progressé de 11% (exclusivement à la faveur de commissions de gestion plus élevées) et les commissions de distribution liées aux activités d'assurance non vie ont augmenté, quand celles liées à nos activités bancaires ont affiché un léger recul de 1%. Fin mars 2024, les avoirs en gestion totaux s'élevaient à 258 milliards d'euros, en hausse de 5% par rapport au trimestre précédent (avec une contribution de +1 point de pourcentage des entrées nettes et de +4 points de pourcentage de la performance du marché par rapport au trimestre précédent). Les avoirs en gestion ont progressé de 19% par rapport au même trimestre de l'année précédente, les entrées nettes représentant +8 points de pourcentage et la performance du marché +11 points de pourcentage.

Les revenus à la juste valeur et liés au trading et les produits et charges financiers de l'assurance sont ressortis à -55 millions d'euros, en baisse de 15 millions d'euros par rapport au trimestre précédent et de 79 millions d'euros par rapport au premier trimestre 2023. Le repli en glissement trimestriel s'explique principalement par l'accentuation du résultat négatif des dérivés utilisés à des fins d'Asset-Liability Management, qui n'a été qu'en partie compensé par l'amélioration du résultat de la salle des marchés et par la variation positive des ajustements de la valeur de marché (xVA). En rythme annuel, la baisse est surtout imputable à l'accentuation du résultat négatif des dérivés utilisés à des fins d'Asset-Liability Management.

Les **autres éléments de revenu** comprennent 7 millions d'euros de revenus de dividendes et 58 millions d'euros d'autres revenus nets. Ces derniers sont légèrement supérieurs à leur rythme normal de 50 millions d'euros (il convient de noter que la baisse significative par rapport au premier trimestre 2023 est due au fait que les autres revenus nets de ce trimestre incluaient un impact non récurrent positif de 405 millions d'euros lié à la vente des portefeuilles de crédits et de dépôts irlandais).

Total des charges d'exploitation, hors taxes bancaires et d'assurance:

1 063 millions d'euros

-9% par rapport au trimestre précédent et -1% en rythme annuel

La comparaison des charges d'exploitation d'un trimestre à l'autre est déformée dans la mesure où l'essentiel des taxes bancaires et d'assurance pour l'ensemble de l'année est traditionnellement comptabilisé au cours du premier trimestre. Au premier trimestre 2024, ces taxes se sont établies à 518 millions d'euros, contre 36 millions d'euros au trimestre précédent et 571 millions d'euros au premier trimestre 2023 (la baisse en glissement annuel s'explique principalement par la diminution des contributions au fonds de résolution au cours du trimestre sous revue, en partie compensée par des taxes bancaires nationales supplémentaires en Belgique et en Slovaquie et par une augmentation de la contribution aux systèmes de garantie des dépôts).

Hors taxes bancaires et d'assurance, les charges d'exploitation totales au premier trimestre 2024 se sont élevées à 1 063 millions d'euros, en recul de 9% par rapport au trimestre précédent, principalement sous l'effet de la réduction des frais ICT, de la baisse saisonnière des coûts de marketing et des frais professionnels, de la diminution des charges liées aux biens d'équipement, de la baisse des charges d'amortissement et d'un effet de change.

Les charges d'exploitation hors taxes bancaires et d'assurance ont diminué de 1% par rapport au premier trimestre 2023, en raison de la réduction des coûts pour l'Irlande (du fait de la cession des portefeuilles irlandais), de la baisse des charges d'amortissement et d'un effet de change, bien que ces éléments aient été largement compensés par l'impact négatif de l'indexation, de la revalorisation des salaires et de l'augmentation des frais ICT, ainsi que des coûts de marketing et des frais professionnels.

Après exclusion de divers éléments hors exploitation et répartition des taxes bancaires et d'assurance de façon homogène sur l'année entière, le ratio charges/produits pour le premier trimestre 2024 ressort à 46%, contre 49% pour l'exercice 2023 complet. Abstraction faite de l'intégralité des taxes bancaires et d'assurance, le ratio charges/produits s'est amélioré à 43%, soit le même niveau que pour l'année 2023 dans son ensemble.

Pour connaître les prévisions relatives aux charges d'exploitation et au ratio charges/produits pour l'exercice 2024 et les suivants, veuillez vous référer à la section intitulée 'Nos prévisions'.

Réductions de valeur sur crédits: charge nette de 16 millions d'euros

contre une reprise nette de 5 millions d'euros au trimestre précédent et une reprise nette de 24 millions d'euros au premier trimestre 2023

Durant le trimestre sous revue, nous avons enregistré une réduction de valeur nette sur crédits de 16 millions d'euros, contre une reprise nette de 5 millions d'euros au trimestre précédent et une reprise nette de 24 millions d'euros au premier trimestre 2023. La réduction de valeur nette au cours du trimestre sous revue comprenait une charge de 43 millions d'euros au titre du portefeuille de crédits et une reprise de 27 millions d'euros à la suite de l'actualisation de la réserve constituée au titre des incertitudes géopolitiques et macroéconomiques (compte tenu de l'amélioration des indicateurs macroéconomiques et microéconomiques). Dans ce contexte, l'encours de la réserve que nous consacrons aux incertitudes géopolitiques et macroéconomiques s'élevait à 223 millions d'euros à fin mars 2024.

Pour l'ensemble du groupe, le ratio de coût du crédit s'est élevé à 0,04% pour le premier trimestre 2024 (0,10% hors variations de la réserve pour incertitudes géopolitiques et macroéconomiques), contre 0,00% pour l'exercice 2023 complet (0,07% hors variations de la réserve pour incertitudes géopolitiques et macroéconomiques). À fin mars 2024, notre portefeuille de crédits total comportait quelque 2,1% de crédits impaired ('niveau 3'), soit une proportion identique à celle observée fin 2023. Les crédits impaired en souffrance depuis plus de 90 jours représentaient 1,0% du portefeuille de crédits, soit un niveau une fois encore identique à celui de fin 2023.

Pour connaître les prévisions relatives au ratio de coût du crédit pour l'exercice 2024 et les suivants, veuillez vous référer à la section intitulée 'Nos prévisions'.

Les réductions de valeur sur des actifs autres que des crédits ont été quasi nulles, contre 175 millions d'euros au trimestre précédent et 1 million d'euros au premier trimestre 2023. Le chiffre du trimestre précédent avait été impacté par divers facteurs, notamment une réduction de valeur de 109 millions d'euros sur le goodwill de l'entreprise d'épargne-logement ČSOBS (filiale de ČSOB Bank) à la suite de la réduction de la subvention de l'État à l'épargne-logement en République tchèque, ainsi que par 56 millions d'euros de réductions de valeur sur des actifs corporels et incorporels (principalement des logiciels).

Résultat net par division

Belgique 243 millions d'euros; Rép. tchèque 197 millions d'euros; Marchés internationaux 146 millions d'euros, Centre de groupe -80 millions d'euros

Belgique: à première vue, le résultat net (243 millions d'euros) recule 49% par rapport au précédent trimestre. Toutefois, il convient de noter que le premier trimestre de l'année comprend traditionnellement l'essentiel des taxes bancaires et d'assurance au titre de l'année entière, ce qui déforme la comparaison d'un trimestre à l'autre. Hors taxes bancaires et d'assurance, le résultat net progresse de 11% en glissement trimestriel, principalement sous les effets combinés de la légère hausse des revenus totaux (à la faveur d'une augmentation des revenus des activités d'assurance et des revenus nets de commissions), de la diminution des coûts (hors taxes bancaires et d'assurance), de la stabilité des charges des services d'assurance et de la hausse des réductions de valeur nettes.

République tchèque: à première vue, le résultat net (197 millions d'euros) bondit de 93% par rapport au précédent trimestre. Abstraction faite des taxes bancaires et d'assurance, des effets de change (dépréciation de la couronne tchèque) et d'une réduction de valeur non récurrente de 109 millions d'euros sur le goodwill de l'entreprise d'épargne-logement ČSOBS au trimestre précédent, le résultat net progresse de 19% en glissement trimestriel. Cette évolution s'explique essentiellement par la combinaison d'une hausse des revenus totaux (grâce à l'augmentation des revenus nets de commissions et des revenus à la juste valeur et liés au trading), d'une diminution des coûts (hors taxes bancaires et d'assurance) et des charges des services d'assurance, ainsi que d'une charge nette liée aux réductions de valeur sur crédits (par rapport à une reprise au trimestre précédent).

Marchés internationaux: le résultat net de 146 millions d'euros se répartit comme suit: 34 millions d'euros pour la Slovaquie, 50 millions d'euros pour la Hongrie et 63 millions d'euros pour la Bulgarie. Pour la division dans son ensemble, le résultat net s'inscrit, à première vue, en baisse de 18% par rapport au trimestre précédent. Néanmoins, en excluant les taxes bancaires et d'assurance, le résultat net est supérieur de 45% à celui du trimestre précédent, en raison principalement des effets combinés de la progression des revenus totaux (en partie grâce à la hausse des revenus nets d'intérêts, des revenus des activités d'assurance et des revenus à la juste valeur et liés au trading), d'une diminution des coûts (hors taxes bancaires et d'assurance), d'un alourdissement des charges des services d'assurance et d'une reprise nette de réductions de valeur (contre une charge nette au trimestre précédent).

Centre de groupe: le résultat net (-80 millions d'euros) est inférieur de 2 millions d'euros à celui du trimestre précédent, en raison essentiellement des effets conjugués d'une baisse des revenus totaux (surtout imputable à une contraction des revenus à la juste valeur et liés au trading), de coûts moindres et d'une reprise nette de réductions de valeur (contre une charge nette au trimestre précédent).

Un tableau reprenant les résultats complets est fourni à la section 'Additional information' du rapport trimestriel. Une courte analyse des résultats par division est fournie dans la présentation destinée aux analystes (disponible sur www.kbc.com).

Ratios par division sélectionnés	Belgique		République tchèque		Marchés internationaux	
	1TR2024	Exercice 2023	1TR2024	Exercice 2023	1TR2024	Exercice 2023
Ratio charges/produits, groupe						
- hors éléments hors exploitation et avec répartition homogène des taxes bancaires et d'assurance sur l'année	43%	46%	44%	47%	43%	45%
- hors total des taxes bancaires et d'assurance	41%	41%	42%	44%	35%	39%
Ratio combiné, assurance non vie	86%	85%	79%	84%	102% ²	97% ²
Ratio de coût du crédit ¹	0,11%	0,06%	0,04%	-0,18%	-0,25%	-0,06%
Ratio de crédits impaired	2,1%	2,0%	1,4%	1,4%	1,7%	1,8%

¹ Un chiffre négatif indique une reprise nette de réductions de valeur (impact positif sur les résultats). Veuillez vous reporter à la section 'Details of ratios and terms' du rapport trimestriel.
² Abstraction faite de la taxe bancaire et d'assurance exceptionnelle en Hongrie, le ratio combiné s'est élevé à 88% au premier trimestre 2024 et à 94% pour l'exercice complet 2023.

Solvabilité et liquidité

Ratio common equity 14,9%, NSFR 139%, LCR 162%

À fin mars 2024, le total de nos capitaux propres s'élevait à 23,9 milliards d'euros et comprenait 22,2 milliards d'euros de capitaux propres des actionnaires de la société mère et 1,75 milliard d'euros d'instruments additionnels Tier-1. Le total des capitaux propres a reculé de 0,3 milliard d'euros par rapport à son niveau de fin 2023. Cette évolution résulte de l'effet combiné de la prise en compte du bénéfice pour le premier trimestre 2024 (+0,5 milliard d'euros), du rachat d'actions propres (-0,3 milliard d'euros), d'une relative stabilité des réserves de réévaluation, du remboursement d'instruments additionnels Tier-1 (-0,5 milliard d'euros) et d'un certain nombre d'autres éléments de moindre importance. Les détails de ces variations sont fournis à la rubrique 'Consolidated statement of changes in equity' de la section 'Consolidated financial statements' du rapport trimestriel.

L'Assemblée générale annuelle des Actionnaires du 2 mai 2024 a approuvé un dividende brut total de 4,15 euros par action au titre de l'exercice 2023 (dont un dividende intérimaire de 1,0 euro par action déjà versé en novembre 2023 et un solde de 3,15 euros qui a été versé le 15 mai 2024). Conformément au plan d'affectation du capital annoncé pour l'exercice 2023, le Conseil d'administration a également décidé de distribuer le capital excédentaire au-delà du ratio common equity à pleine charge de 15% (autour de 280 millions d'euros), en procédant au versement d'un dividende intérimaire extraordinaire de 0,70 euro par action à la date du 29 mai 2024.

Nous conservons une très bonne solvabilité, comme en témoigne un ratio common equity à pleine charge (CET1) de 14,9% au 31 mars 2024, contre 15,2% fin 2023. Il convient de noter que le ratio intègre déjà pleinement l'effet du programme de rachat d'actions d'un montant de 1,3 milliard d'euros et le dividende intérimaire extraordinaire de 0,70 euro par action. Abstraction faite du dividende intérimaire extraordinaire, notre ratio common equity aurait été de 15,2%. À fin mars 2024, KBC Assurances affichait un ratio de solvabilité de 202% en vertu du cadre réglementaire Solvabilité II, contre 206% fin 2023. De plus amples détails et des informations supplémentaires sur la solvabilité ont été fournis dans la section 'Additional information' du rapport trimestriel, sous la rubrique 'Solvency'.

Notre liquidité s'est elle aussi maintenue à un excellent niveau, avec un ratio LCR de 162% et un ratio NSFR de 139% (contre 159% et 136% respectivement à fin 2023).

Événements dans le domaine ESG, déclaration relative aux risques et opinions économiques

Événements dans le domaine ESG

Nous avons franchi de nouvelles étapes importantes dans notre quête de durabilité au sein de KBC. Notre Sustainability report annuel rend compte, de manière transparente et cohérente, de notre parcours et de nos performances en matière de durabilité. À cet égard, nous renvoyons le lecteur au Sustainability report 2023 récemment publié sur www.kbc.com, qui fournit un aperçu détaillé de nos réalisations en matière d'ESG.

Nous sommes particulièrement fiers de certaines réalisations sans précédent, comme le reporting sur l'impact climatique d'une partie de notre portefeuille de souscription d'assurance pour la première fois, notre premier objectif climatique pour le propre portefeuille d'investissements d'entreprises de KBC Assurances et le premier reporting exhaustif obligatoire et facultatif sur notre contribution à une activité durable alignée sur les critères de la taxinomie de l'UE.

KBC a également émis avec succès une nouvelle obligation verte d'une échéance de 8 ans pour un montant de 750 millions d'euros. Il s'agit de la première émission réalisée en vertu de notre Cadre pour les obligations vertes (Green Bond Framework), récemment mis à jour. Le produit de l'émission servira à financer des bâtiments économes en énergie, des transactions liées aux énergies renouvelables et des transports propres. Plus de 100 investisseurs différents ont participé à cette émission qui permet à KBC de continuer à soutenir activement le financement d'activités économiques durables sur le plan environnemental.

Déclaration relative aux risques

Nos activités étant principalement axées sur la banque, l'assurance et la gestion d'actifs, nous nous exposons à certains risques typiques pour ces domaines financiers tels que, mais sans s'y limiter, le risque de défaut de crédit, le risque de contrepartie, le risque de concentration, les fluctuations des taux d'intérêt, le risque de change, le risque de marché, le risque de liquidité et de financement, le risque d'assurance, l'évolution de la réglementation, le risque opérationnel, les litiges avec les clients, la concurrence d'autres acteurs et de nouveaux opérateurs ainsi que les risques économiques en général. Surveillés de près et gérés par KBC dans un cadre strict, ces risques peuvent toutefois avoir une incidence négative sur la valeur des actifs ou occasionner des charges supplémentaires excédant les prévisions.

À l'heure actuelle, plusieurs grands défis attendent le secteur financier. Ceux-ci découlent principalement de l'impact essentiellement indirect mais persistant de la guerre en Ukraine, y compris les effets différés de la hausse des prix de l'énergie et des matières premières et des pénuries d'approvisionnement qu'elle a déclenchées. Cette situation a entraîné une poussée de l'inflation, avec à la clé des tensions à la hausse sur les taux d'intérêt, une dégradation des perspectives de croissance (voire des craintes de récession) et quelques inquiétudes quant à la solvabilité des contreparties dans les secteurs économiques les plus exposés. Les risques géopolitiques restent considérables, comme en témoigne l'intensification des conflits à Gaza/Israël et au Moyen-Orient. Un nombre important d'élections en 2024 dans le monde entier, y compris aux États-Unis, ajoute à l'incertitude géopolitique. Ces risques affectent les économies mondiales, mais plus particulièrement européennes, parmi lesquelles les marchés domestiques de KBC. Le risque réglementaire et de compliance (exigences de capital, lutte contre le blanchiment de capitaux, RGPD et ESG/durabilité notamment) reste par ailleurs un thème dominant pour le secteur, tout comme le renforcement de la protection du consommateur. La numérisation (tirée par la technologie, y compris l'IA) présente certes des opportunités, mais menace également le modèle d'entreprise des établissements financiers traditionnels. Les risques liés au climat et à l'environnement revêtent par ailleurs une importance croissante. Les cyber-risques sont devenus l'une des principales menaces ces dernières années, pas uniquement pour le secteur financier, mais pour l'ensemble de l'économie. La guerre en Ukraine a entraîné une augmentation des attaques dans le monde entier. Enfin, les gouvernements de toute l'Europe prennent des mesures de relance supplémentaires pour soutenir leurs budgets (par le biais d'une augmentation des contributions fiscales du secteur financier), mais aussi leurs citoyens et les entreprises (en plafonnant, par exemple, les taux d'intérêt des crédits ou en plaidant pour des taux d'intérêt plus élevés sur les comptes d'épargne).

Les données relatives à la gestion des risques sont reproduites dans nos rapports annuels, les rapports trimestriels et les Risk Reports, tous disponibles sur le site www.kbc.com.

Notre opinion sur la croissance économique

Après une croissance en rythme trimestriel robuste de 0,8% au quatrième trimestre (données non annualisées), la croissance américaine a marqué le pas au premier trimestre 2024 pour s'établir à 0,4%. Cette croissance qui reste solide s'explique principalement par une demande intérieure robuste, en particulier par une croissance de la consommation privée qui a été soutenue par des créations d'emplois toujours vigoureuses et un taux de chômage remarquablement bas. La croissance d'un trimestre sur l'autre devrait continuer à décélérer au deuxième trimestre 2024.

Après une contraction modérée au quatrième trimestre 2023 (-0,1%), la croissance économique dans la zone euro est redevenue positive au premier trimestre (0,3%). Le secteur manufacturier a fait preuve d'une faiblesse persistante, tandis que des signes timides de reprise sont apparus dans celui des services. À partir du second semestre 2024, la croissance trimestrielle devrait s'accélérer progressivement, tirée principalement par une consommation intérieure stimulée par la baisse de l'inflation et l'augmentation des salaires réels qui en découle.

En Belgique, la croissance en glissement trimestriel s'est élevée à 0,3% au premier trimestre, stable par rapport au trimestre précédent. La demande intérieure relativement forte a compensé la contribution négative des exportations nettes à la croissance. Pour le reste de l'année 2024, nous tablons sur une croissance globalement conforme à celle de la zone euro. Dans le même temps, l'économie tchèque a poursuivi sa reprise au premier trimestre 2024 (+0,5% en glissement trimestriel), soit un rythme légèrement plus rapide qu'au trimestre précédent. La stabilisation de la croissance du secteur manufacturier et la croissance de la consommation privée, soutenue par la progression des salaires réels grâce à la baisse de l'inflation, a contribué à cette performance. Selon nos dernières estimations, les taux de croissance du premier trimestre dans nos autres marchés domestiques d'Europe centrale indiquent également que la reprise se confirme (0,5% en Bulgarie, 0,6% en Slovaquie et 0,8% en Hongrie), avec une croissance qui devrait progressivement s'accélérer dans le courant de l'année 2024.

Les principaux risques qui pèsent sur nos perspectives à court terme pour la croissance européenne comprennent la faiblesse globale du secteur manufacturier, en particulier son impact sur l'économie allemande. En outre, les tensions géopolitiques actuelles présentent des risques se traduisant par un renforcement du protectionnisme, des perturbations de la chaîne d'approvisionnement et une hausse des prix de l'énergie et des matières premières. En outre, les risques d'instabilité politique (diverses élections à venir) et l'impact des discussions sur le budget des gouvernements pour 2025 dans la perspective de la réactivation du pacte de stabilité et de croissance de l'UE pourraient avoir une incidence sur la croissance et sur les primes de risque de la dette souveraine dans un certain nombre d'économies européennes.

Notre opinion sur les taux d'intérêt et les taux de change

Au premier trimestre, la tendance à la désinflation s'est poursuivie dans la zone euro, tandis que les statistiques d'inflation les plus récentes aux États-Unis indiquaient plutôt une pause. Dans ces conditions, on s'attend toujours à ce que la BCE entame son cycle de baisse des taux à la mi-2024. La date de la première baisse de taux de la Fed et le nombre total de réductions restent quant à eux plus incertains et dépendront essentiellement de l'avis de la banque centrale sur la pérennité du processus de désinflation vers l'objectif d'inflation. En arrière-plan, la rationalisation des bilans de la Fed et de la BCE (un processus appelé 'resserrement quantitatif') se poursuit. En outre, la BCE cessera de réinvestir les actifs arrivant à échéance dans son portefeuille PEPP à compter de 2025, après une période de transition au second semestre 2024.

Lorsque la fin du cycle de resserrement monétaire de la Fed et de la BCE est devenue évidente au quatrième trimestre 2023, les rendements des obligations américaines et allemandes de référence ont fortement chuté. Depuis le début de l'année 2024, cependant, les rendements des obligations américaines et allemandes sont repartis à la hausse, les marchés comprenant progressivement que le cycle d'assouplissement des taux d'intérêt à court terme en 2024 commencerait plus tard - et serait plus limité - qu'initialement prévu (en particulier aux États-Unis). Ainsi, les rendements des obligations américaines et allemandes à 10 ans ont grimpé à environ 4,7% et 2,6% respectivement dans la seconde quinzaine d'avril 2024, le spread de rendement entre les États-Unis et l'Allemagne s'étant fortement creusé pour atteindre des niveaux qui n'avaient plus été observés depuis le début de la pandémie.

L'écart de croissance non négligeable, ainsi que l'augmentation des différentiels de taux d'intérêt à court et à long terme entre les États-Unis et la zone euro, ont provoqué un net raffermissement du dollar américain par rapport à l'euro. Cela étant, compte tenu des fondamentaux à long terme, nous nous attendons à ce que le dollar américain se déprécie à nouveau progressivement courant 2024.

Début mai, la Banque nationale tchèque (CNB) a encore réduit son taux directeur de 50 points de base, pour le ramener à 5,25%. Depuis le début de l'année, la couronne tchèque s'est dépréciée par rapport à l'euro. Elle devrait néanmoins regagner du terrain face à l'euro d'ici la fin de l'année 2024, en partie grâce au début du cycle de baisse des taux de la BCE, attendu pour mi-2024.

Depuis le début de l'année 2024, la Banque nationale de Hongrie a abaissé son taux directeur (taux de base) à quatre reprises, le ramenant à 7,75%. Il est probable que d'autres réductions modestes des taux interviennent par la suite. Le taux de change du forint hongrois par rapport à l'euro a diminué au premier trimestre 2024. Compte tenu du différentiel d'inflation structurel avec la zone euro, le forint devrait continuer à se déprécier courant 2024.

Nos prévisions

Prévisions pour l'ensemble de l'année 2024 (inchangées)

- Revenus nets d'intérêts compris entre 5,3 et 5,5 milliards d'euros, soutenus par une croissance organique du volume des crédits d'environ 3%.
- Revenus des activités d'assurance (avant réassurance): au moins +6% en glissement annuel
- Charges d'exploitation et commissions d'assurance versées (hors taxes bancaires et d'assurance): moins de +1,7% en rythme annuel, ce qui est nettement inférieur à l'inflation.
- Ratio charges/produits (hors taxes bancaires et d'assurance): inférieur à 45%.
- Ratio combiné: moins de 91%.
- Ratio de coût du crédit (à l'exclusion de toute modification de la réserve pour perte de crédit attendue au titre des incertitudes géopolitiques et macroéconomiques qui était encore en place à la fin de l'année 2023): nettement inférieur à un ratio sur l'ensemble du cycle de 25-30 points de base.

Prévisions sur le moyen à long terme (inchangées)

- Croissance en taux actuariel des revenus nets d'intérêts (2023-2026): au moins 1,8%.
- Croissance en taux actuariel des revenus des activités d'assurance (avant réassurance) (2023-2026): au moins 6%.
- Croissance en taux actuariel des charges d'exploitation et commissions d'assurance versées (hors taxes bancaires et d'assurance) (2023-2026): moins de +1,7%, ce qui est nettement inférieur à l'inflation.
- Ratio charges/produits (hors taxes bancaires et d'assurance): inférieur à 42% d'ici fin 2026.
- Ratio combiné: moins de 91%.
- Ratio de coût du crédit (à l'exclusion de toute modification de la réserve pour perte de crédit attendue au titre des incertitudes géopolitiques et macroéconomiques qui était encore en place à la fin de l'année 2023): nettement inférieur à un ratio sur l'ensemble du cycle de 25-30 points de base.
- Vue indicative de l'évolution transitoire des actifs pondérés par le risque (RWA) dans le cadre de Bâle IV (sur la base du consensus actuel de l'UE, d'un bilan statique et de tous les autres paramètres ceteris paribus, sans aucune mesure d'atténuation): nous prévoyons un impact à pleine charge d'environ +8 milliards d'euros d'ici le 1er janvier 2033 (pas d'impact d'application initiale au 1er janvier 2025).

Politique de distribution du capital

- Conformément au plan d'affectation du capital annoncé pour l'exercice 2023, le Conseil d'administration a décidé de distribuer le capital excédentaire au-delà du ratio common equity à pleine charge de 15% (autour de 280 millions d'euros), en procédant au versement d'un dividende intérimaire extraordinaire de 0,70 euro par action à la date du 29 mai 2024.
- Notre ambition consiste à figurer parmi les établissements financiers les mieux capitalisés d'Europe. En conséquence, le Conseil d'administration a pris les décisions suivantes:
 - La politique de dividende 2024 restera inchangée, c'est-à-dire:
 - un ratio de distribution (c.-à-d. dividende + coupon AT1) d'au moins 50% du bénéfice consolidé de l'exercice;
 - un dividende intérimaire de 1 euro par action chaque année au mois de novembre en tant qu'acompte sur le dividende total.
 - La politique d'affectation du capital pour 2024 restera inchangée, c'est-à-dire:
 - En sus d'un taux de distribution d'au moins 50% du bénéfice consolidé, le Conseil d'administration décidera chaque année (au moment de l'annonce des résultats de l'exercice), à son entière discrétion, de l'éventuelle distribution de tout montant de capital au-delà du ratio common equity à pleine charge de 15,0% (également appelé le capital excédentaire). Ce capital excédentaire peut être distribué sous la forme d'un dividende en espèces, d'un rachat d'actions ou d'une combinaison des deux.
- En raison de l'introduction de Bâle IV le 1er janvier 2025, la politique de dividende et le seuil de capital excédentaire seront réexaminés au cours du premier semestre 2025.

Prochains événements et références

Sommaire	Dividende intérimaire extraordinaire: date de détachement: 27 mai 2024; date d'enregistrement: 28 mai 2024; date de paiement: 29 mai 2024 Résultats du 2TR2024: 8 août 2024 Résultats du 3TR2024: 7 novembre 2024 Autres événements: www.kbc.com / Investor Relations / Calendrier financier
Informations complémentaires sur le 1TR2024	Rapport trimestriel: www.kbc.com / Investor Relations / Rapports Company presentation: www.kbc.com / Investor Relations / Présentations
Informations sur la mise en œuvre de la norme IFRS 17	Communiqué de presse du 18 avril 2023: www.kbc.com / Newsroom / Press release archive

Pour tout complément d'information, veuillez contacter :

Investor Relations, KBC Groupe

E-mail: IR4U@kbc.be

Viviane Huybrecht, Directeur Communication Corporate / Porte-parole KBC Groupe

Tel +32 2 429 85 45 - E-Mail: pressofficekbc@kbc.be

* Ce communiqué contient des informations soumises à la réglementation sur la transparence des entreprises cotées en Bourse.

KBC Groupe SA

Avenue du Port 2 – 1080 Bruxelles

Viviane Huybrecht

Directeur Communication Corporate/

Porte-parole

Tél. 02 429 85 45

Service presse

Tél. 02 429 29 15 Ilse De Muyer

Tél. 02 429 32 88 Pieter Kussé

Tél. 02 429 85 44 Sofie Spiessens

Tél. 02 429 29 49 Tomas Meyers

pressofficekbc@kbc.be

Les communiqués de presse de KBC sont disponibles sur www.kbc.com

Suivez-nous sur

www.twitter.com/kbc_group

Restez au courant de nos [solutions innovantes](#)